

Revue stratégique du spectre pour le très haut débit mobile

**Consultation publique de l'ARCEP
du 16 décembre 2014 au 16 février 2015**

***Contribution
d'Onde Numérique***

Février 2015

Introduction

Onde Numérique souhaite tout d'abord remercier l'Autorité pour cette opportunité de contribuer à ses réflexions relatives au déploiement du Très Haut Débit Mobile en France.

Comme relevé dans le document de consultation, la Société a en effet été autorisée le 15 janvier 2013 par le CSA pour le déploiement à l'échelle nationale d'une offre de service audionumérique par abonnement dans la partie inférieure de la bande L (1452 – 1492 MHz), qui est l'une des bandes de fréquences identifiées par l'Autorité comme pouvant « *présenter une opportunité d'utilisation pour le très haut débit mobile en Europe dans un calendrier relativement proche* ».

Onde Numérique est ainsi heureuse de soumettre cette contribution en réponse à la question n°25 du document de consultation, dans les suites du rapport sur *l'évolution des modes de diffusion de la radio* récemment remis par le CSA au Gouvernement et au Parlement¹, dont la publication avait été précédée d'une consultation publique à laquelle la Société a également contribué.



Contexte réglementaire de la bande L

Comme rappelé au 4.2.1 du document de consultation, la bande L fait l'objet de travaux avancés sur le plan réglementaire au niveau international. Ces travaux, qui ont déjà conduit à l'adoption de la Décision ECC/DEC/(13)03 par la CEPT, devraient prochainement aboutir à l'adoption d'une décision d'harmonisation de la bande L par la Commission européenne, qui s'imposera de manière obligatoire sur les Etats Membres. Actuellement au stade de projet, cette décision prévoit l'harmonisation de l'ensemble de la bande L en faveur du mode SDL de la 4G, qui, dans les faits, deviendrait alors la seule technologie à pouvoir subsister à terme dans cette bande de fréquences.

Au niveau français, la partie inférieure de la bande L dans laquelle est autorisée Onde Numérique est affectée au CSA et vise le déploiement de services audiovisuels. La partie supérieure est quant à elle affectée à l'ARCEP, et vise le déploiement de réseaux de télécommunications mobiles. Du fait des disparités entre les technologies prévues aujourd'hui pour le déploiement de ces différents services, une bande de garde s'impose entre les deux sous-bandes affectées au CSA et à l'ARCEP, qui n'est donc utilisable ni par les services audiovisuels, ni pour le déploiement de réseaux THD mobiles.

Contribution

Q25. A quelle date des équipements de réseaux et des terminaux mobiles en bande 1452 - 1492 MHz seront-ils disponibles à grande échelle et compatibles avec un déploiement commercial en Europe ? L'utilisation en mode SDL de ces fréquences

¹ <http://www.csa.fr/Etudes-et-publications/Les-autres-rapports/Evolution-des-modes-de-diffusion-de-la-radio-quel-role-pour-la-radio-numerique-terrestre>

nécessitera-t-elle un appariement avec la bande 800 MHz, ou sera-t-elle également possible avec d'autres bandes dans le futur ? Avez-vous des remarques à apporter sur les conditions techniques d'utilisation de la bande telles que décrites ici ? Quelle est votre analyse quant à l'intérêt présenté par la bande 1452 - 1492 MHz pour le développement du très haut débit mobile ? A quelle échéance faut-il le cas échéant attribuer ces fréquences ? Quelle quantité de fréquences faut-il prévoir par opérateur ?

Comme le relève l'ARCEP dans son document de consultation, plusieurs initiatives européennes (Italie, Allemagne, Royaume-Uni) anticipent aujourd'hui la poursuite de l'harmonisation réglementaire de la bande L au niveau Européen, et pourraient ainsi conduire à l'attribution d'autorisations dans ces pays limitrophes de la France au cours des prochains mois. Un tel calendrier paraît en l'occurrence cohérent de la disponibilité des puces nécessaires à la réception du mode SDL de la 4G en bande L, qui seraient en effet attendues pour la fin de l'année 2015, pour une disponibilité de terminaux compatibles rendue possible, dès lors, dès le début de l'année 2016.

Compte tenu de la mise en place de cet écosystème réglementaire et industriel, et bien que la Société ait démarré en octobre dernier ses premiers tests d'émission à Toulouse selon la norme E-SDR – norme prévue dans son autorisation – l'évolution du cadre réglementaire au niveau Européen d'une part, telle que rappelée en début de contribution, et l'éventualité d'un calendrier d'attributions rapproché dans la partie supérieure de la bande L, telle qu'évoqué par l'ARCEP, seraient selon nous propices à l'exploration d'un scénario de convergence technologique sur l'ensemble de la bande L, en faveur de la norme SDL. Selon ce scénario, cette norme pourrait en effet être utilisée pour la diffusion ou la distribution de services audiovisuels autorisés par le CSA dans la portion inférieure de la bande, et pour le déploiement de réseaux THD mobile dans sa portion supérieure, affectée à l'ARCEP, sans néanmoins remettre en cause ce partage entre affectataires au niveau français.

Ce scénario serait en l'occurrence cohérent des conclusions posées par le CSA dans son récent rapport sur *l'évolution des modes de diffusion de la radio*, qui constate « *que tous les modes d'accès (hertziens analogique et numérique, radio sur internet) ont une légitimité à contribuer à l'avenir de la radio dans la mesure où ils contribuent au pluralisme des courants d'expression socio-culturels et à l'intérêt du public et qu'il importe que les acteurs de la radio disposent autant que possible du choix des plateformes de diffusion les mieux adaptées à leur développement* ». S'agissant de la distribution d'offres de services, telle le bouquet Onde Numérique, le Conseil poursuit toutefois en notant que « *la question de la capacité des réseaux mobiles à pouvoir offrir des services de radio avec une permanence de qualité de service, notamment par la mise en œuvre de techniques de radiodiffusion (« broadcast »), qui fait l'objet d'analyses contradictoires, doit également être approfondie* ». Attachée aux principes que la Loi de 1986 sur la Liberté de Communication confère au CSA en matière d'objectifs de pluralisme et de diversité, la Société s'inscrit tout à fait dans ces conclusions.

Un tel scénario de convergence technologique nécessiterait au préalable et notamment l'ajout de la norme SDL au sein de l'arrêté signal², mais pourrait en effet présenter de nombreux avantages :

- en ouvrant la voie d'un scénario de convergence innovant entre services audiovisuels et services de télécommunication, qui bénéficieraient d'un même support technologique, au service de l'utilisateur final, tout en permettant à chaque régulateur d'exercer les prérogatives qui lui sont propres selon les objectifs distincts que leur confie le Législateur,
- une convergence technologique permettrait de réaborder la question de la bande de garde aujourd'hui nécessaire en France entre la portion inférieure de la bande L, affectée au CSA, et

² Arrêté du 3 janvier 2008 relatif à la radio diffusée en mode numérique par voie hertzienne terrestre ou par voie satellitaire en bande L ou en bande S fixant les caractéristiques des signaux émis

la portion supérieure, affectée à l'ARCEP. En corollaire, l'ensemble de la bande L serait rendue exploitable en France.

De même, l'utilisation d'une même norme sur l'ensemble de la bande faciliterait l'exploitation des fréquences basses dans les zones limitrophes des frontières françaises, pour une utilisation globalement plus optimale de la bande L en Europe de l'ouest.

- dans ce schéma de convergence, la distribution de l'offre Onde Numérique s'effectuerait directement en mode IP, dans un mode néanmoins « broadcast », en évitant ainsi un scénario de double diffusion broadcast (ESDR) + IP envisagé aujourd'hui, à l'échelle des 3 millions de foyers abonnés escomptés par la Société (chiffre confirmé par la dernière étude de marché réalisée par Onde Numérique fin 2013). Ce scénario constituerait, dès lors, une utilisation plus efficace des ressources disponibles en rationalisant la diffusion IP de notre offre, en bande L.

Compte tenu de ce qui précède, Onde Numérique sera attentive à la synthèse des contributions que pourra dresser l'ARCEP quant à un intérêt possible des opérateurs Français pour la bande L, à l'intérêt que pourrait susciter le scénario envisagé ci-avant, et à l'éventualité d'un calendrier qui pourrait s'avérer effectivement rapproché pour l'attribution d'autorisations SDL en bande L, le cas échéant.

